



## **Le Canada devancé par les États-Unis dans la lutte en matière de changement climatique**

Junin 2000

Quelques juridictions américaines sont de beaucoup en avance par rapport à celles du Canada dans l'adoption de mesures visant à réduire les émissions d'aérosols et de dioxyde de carbone qui contribuent aux changements climatiques, a déclaré M. James P. Bruce, conférencier, lors d'une réunion du Groupe des 78.

Visant particulièrement les secteurs de l'énergie et du transport, ces mesures américaines incluent dans un certain nombre d'États l'application de normes sur les sources d'énergie renouvelables et la mise en place de guides de performance pour l'utilisation d'électricité (y compris des quotas sur « l'énergie verte »). Au niveau national, elles incluent des initiatives avancées pour substituer les véhicules consommant trop d'essence et l'application de normes standardisées sur les appareils et les bâtiments. Les mesures entreprises dans d'autres pays industrialisés incluent les crédits d'impôt à l'investissement pour le capital destiné aux produits de substitution, les accords conclus avec les constructeurs automobiles en vue d'améliorer l'efficacité, et un plus grand appui au transport public.

En vertu du protocole de Kyoto, le Canada s'engageait à réduire de 6 pour cent les émissions de dioxyde de carbone sous les niveaux de 1990 d'ici 2010. Mais même si tous les États satisfont à leurs obligations selon le Protocole de Kyoto, M. Bruce a estimé que le doublement du niveau du dioxyde de carbone dans l'atmosphère ne serait retardé que d'une décennie ou deux. Au Canada, il sera essentiel de prendre des mesures spéciales pour s'adapter à l'élévation des niveaux de la mer, les manques d'eau dans les régions du sud, des températures moyennes plus chaudes dans presque toutes les parties du pays mais plus basses au Labrador, ainsi qu'aux inévitables disputes avec les États-Unis concernant la question des eaux frontalières.

Ayant commencé sa carrière comme prévisionniste de temps, M. Jim Bruce a, au cours de ses premières années de service, mis en place un système d'avertissement d'inondation pour la province d'Ontario, et, de concert avec R.H. Clark, publié un manuel très largement utilisé et intitulé, *Introduction to Hydrometeorology*. Il a dirigé le service de gestion de l'environnement ainsi que celui de l'environnement atmosphérique à Environnement Canada et occupé de très hauts postes au sein de l'Organisation météorologique mondiale à Genève.

Occupant actuellement des fonctions d'Associé Principal à *Global Strategies International, Inc.*, M. Bruce a souligné que le climat a toujours affecté les ressources et les activités humaines, mais que ce n'est seulement qu'au cours de ces derniers siècles que les activités humaines ont changé le climat. En prenant comme point de départ le 19<sup>e</sup> siècle avec la révolution industrielle, on a constaté une augmentation des émissions du dioxyde de carbone qui a pris un essor considérable au 20<sup>e</sup> siècle en augmentant ainsi l'effet naturel des gaz à effet de serre sur le réchauffement de la planète.

Dans l'hémisphère du nord, la température moyenne a suivi la configuration du dioxyde de carbone - assez stable pendant environ 900 ans jusqu'en 1900, puis une élévation marquée. Les scientifiques ont commencé à se tourner aux projections de ce qui se produirait si des émissions de gaz à effet de serre n'étaient pas infléchies, et de réelles mesures ont jusqu'ici soutenu leurs prévisions.

A quoi le Canada peut-il s'attendre ? Les projections pour l'an 2050 indiquent que les températures pourraient augmenter de 2 à 3 degrés Celsius dans presque tout le pays ( un peu moins sur la côte ouest), mais d'environ 4 à 5 degrés à l'intérieur du pays et dans le nord-ouest, et un refroidissement au Labrador. Ceci est semblable à la configuration qui a été observée jusqu'ici.

Au Canada, le réchauffement le plus élevé interviendra au printemps, un peu moins en hiver; alors que le réchauffement le plus bas viendra généralement en automne et pendant l'été.

Les projections des précipitations pour l'an 2050 indiquent une augmentation dans tout le Canada pendant l'hiver. L'hiver pourrait apporter une diminution des précipitations dans la majeure partie du sud du Canada, et une augmentation dans le nord. Une fois encore, les données déjà disponibles indiquent cette tendance.

M. Bruce a dit que beaucoup de modèles suggèrent qu'on puisse observer plus de conditions climatiques semblables à El-Nino avec une grande poussée des gaz à effet de serre. Ceci est toujours sujet à discussion dans les cercles scientifiques, a-t-il ajouté. Si ceci s'avère vrai, il y aura moins de chutes de pluie dans le sud du Canada, avec les écoulements et une abondance inférieurs de l'eau.

La fonte de larges portions de glaces dans le monde entier affectera les écoulements et les niveaux d'eau en Colombie britannique et dans les Prairies, alors que les projections sur l'élévation du niveau de la mer augmentent la probabilité des inondations et de l'érosion dans des régions côtières. La fonte des glaces enregistrée jusqu'à date montre depuis 1978 une réduction de 14 pour cent par an des glaces permanentes de l'océan arctique; un amincissement d'un mètre par an des plaques sud et est du Groenland; un retrait de 13 kilomètres depuis 1982 des champs de glaces des Rocheuses dans la Colombie-Britannique; une diminution du nombre de glaciers dans le Parc National de Glaciers dans les Rocheuses et ce, de l'ordre de 150 en 1850 à 50 aujourd'hui, avec une projection estimée à zéro en 2030; et finalement la perte de 1.914 kilomètres carrés en 1998-99 provenant du Larsen B. Ice Shelf dans l'Antarctique.

Les phénomènes climatiques extrêmes - tempêtes, inondations, sécheresses - se sont multipliés dans le monde entier, avec la fréquence d'événements très préjudiciables augmentant environ de deux ou trois fois plus rapidement que les tremblements de terre. Les catastrophes liées aux conditions climatiques apportent des coûts croissants pour les victimes, les gouvernements et les assureurs.

Bien que les pays comme les États-Unis, le Canada, le Japon et les pays d'Europe et l'ancienne U.R.S.S. demeurent les plus grandes sources d'émissions de dioxyde de carbone par tête d'habitant, l'on prévoit à ce qu'ils soient dépassés en quelques décennies en volume global d'émissions par les pays en voie de développement beaucoup plus peuplés.

M. Bruce a précisé que les mesures nécessaires pour empêcher la détérioration du climat, et ses coûts humains et économiques considérables, pourraient favoriser par une plus grande efficacité énergétique les activités économiques, la création d'emplois, la réduction de la pollution atmosphérique locale et l'abaissement des coûts de carburant pour les consommateurs.